38, rue Saint-Sabin-75011 Paris - tél. : 01 43 14 73 64 - fax : 01 43 14 75 99

mail : fsc@sciencescitoyennes.org - http://sciencescitoyennes.org

Assemblée Générale du 17 décembre 2005

Rapport Moral pour 2005

1. Des États-Généraux à la Loi d'Orientation et de Programmation de la Recherche (LOPR)..... 2
2. International..... 3
3. « Les sciences en bobines ». Festival du film 'sciences et société'.. 5
4. PICRI (Partenariat Institutions-Citoyens pour la Recherche et l'Innovation)..... 6
5. Démocratie participative et choix scientifiques et techniques..... 6
6. Modes coopératifs et non propriétaires en réseau de production de savoirs et d'innovation..... 6
7. Enjeux des nanotechnologies..... 7
8. Actions achevées en janvier 2005 dont le rapport moral 2004 faisait deja le bilan..... 7
9. Vie interne et fonctionnement de l'association 8
10. Communication externe..... 9
CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES POUR 2006..... 11
Sciences citoyennes dans les médias en 2005..... 12
Chronique des activités au cours de l'année 2005 14

Ce rapport moral conclue la troisième année d'activité de la FSC et témoigne de son impressionnante montée en puissance. On pourrait croire à le lire qu'il est le reflet d'une association forte de nombreux adhérents et charpentée autour d'une équipe très étoffée. Ce n'est pas là le moindre des paradoxes de notre association. Elle a su en un temps très court se construire une légitimité et inscrire ses actions dans de multiples formes. Elle a su de ce fait porter ses propositions à différents niveaux et des avancées peuvent déjà être mesurées. C'est peut-être au plan local (les PICRI) et européen (préparation du prochain programme cadre R&D) qu'on peut les percevoir alors même qu'au plan national la rédaction de la loi sur la recherche montre un espoir déçu. On pourrait croire aussi à lire le rapport, que l'association au vu de ses, modestes, moyens est sujette à une certaine dispersion qui demanderait à être canalisée. Mais c'est ce qui relie ces différents chapitres qu'il faut retenir et du coup la cohérence d'ensemble ressort autour de quelques lignes de force.

38, rue Saint-Sabin-75011 Paris - tél. : 01 43 14 73 64 - fax : 01 43 14 75 99

mail : fsc@sciencescitoyennes.org - http://sciencescitoyennes.org

1. Des États-Généraux à la Loi d'Orientation et de Programmation de la Recherche (LOPR)

Nos interventions dans les médias lors du mouvement des chercheurs et notre contribution d'octobre 2004 au débat sur la recherche avait fait de la Fondation Sciences Citoyennes une voix bien identifiée des besoins non marchands de recherche de la société et de la maîtrise démocratique de la science. 2005 a été l'année du pourrissement du dossier par une tactique gouvernementale bien huilée, du recul de la mobilisation des chercheurs, de moindres occasions d'intervenir pour nous... et d'un projet de loi à la fois vide et inacceptable.

Dès le projet de loi initial fuité début 2005, il ne restait rien des propositions des associations, ni en matière de démocratisation de l'élaboration des politiques de R&D et de reconnaissance des organisations à but non lucratif de la société civile comme partenaire de la recherche publique, hormis l'introduction des bourses CRAPS. Après avoir cosigné un communiqué de presse appelant à la manifestation des chercheurs du 9 mars, les associations mobilisées autour de FSC ont fait leurs propres revendications[1] :

- Rééquilibrage des priorités de recherche en direction de domaines négligés : santé publique et environnementale, maladies négligées des pays du Sud, agriculture biologique, énergies renouvelables, ingénierie verte, recherches interdisciplinaires autour de la transition de nos modes de vie vers la durabilité, etc.
- Réduction des dispositifs aveugles de dégrèvement fiscaux au profit d'incitations industrielles liées à des priorités sociales et environnementales claires et aux formes d'innovations ascendantes et non-propriétaires.
- Dispositifs de démocratisation des choix scientifiques et techniques (conférence de citoyens régulière sur l'orientation de la recherche), droit de saisine de l'OPECST et du CNDP par pétition citoyenne, pour que soit organisés des débats citoyens sur les choix technologiques et scientifiques.
- Politique de propriété intellectuelle en faveur de la « science ouverte », exclusion du vivant et des savoirs du champ du brevet
- Représentation réelle des acteurs associatifs dans les instances de pilotage de la recherche.
- Création de nouveaux dispositifs de partenariats de recherche entre laboratoires publics et acteurs sociétaux à buts non lucratifs (comme les PICRI en IDF)

Après avoir mis en place l'ANR puis l'AII (sur laquelle FSC a exprimé ses critiques[2]), un nouveau projet a vu le jour en octobre et est actuellement étudié par le Sénat avant passage à l'Assemblée fin janvier 2006. Malheureusement, mais sans surprise, ce nouveau texte est encore en retrait par rapport à la première version[3] : les bourses CRAPS, qui auraient pu concerner les associations, n'ont pas survécu au remaniement ministériel. Le projet ne prévoit toujours aucun dispositif pour démocratiser les choix scientifiques. Même le renforcement de l'OPECST (qui ne mangeait pas de pain vu son poids insignifiant actuellement) est oublié. Au lieu de cela, le projet de loi amplifie la mise sous tutelle de la recherche publique, via la création de nouvelles structures de pilotage répondant à des logiques de rentabilité financière à court terme : plus des trois-quarts des hausses de budgets prévues iront à l'innovation industrielle et à des dispositifs aidant les entreprises à piloter et commanditer de la recherche publique (y compris dans des appels ANR).

Mais le pire est que si le texte fait référence, dans son préambule, à la co-construction, aux besoins de la société, aux partenariats de recherche, ils sont complètement absents des propositions. Pas une fois, les besoins non-marchands vis-à-vis de la recherche ne sont cités (même l'expertise, cinquième fonction donnée à la recherche, est « confusionnée » avec la consultance pour les entreprises !). Pas une fois les aspirations de la société civile à contribuer à l'orientation de la recherche ne sont prises en compte. Quant au HCST, nouveau club de mandarins, il se substituera en grande partie au CSRT et ne comprendra aucun acteur du monde associatif, seule proposition des assises nationales des États Généraux pour prendre en compte la société civile. Le rôle du Parlement est oublié et nos propositions de dispositifs délibératifs et prospectifs de type « conférences de citoyens », pour préparer périodiquement les décisions sur les grandes priorités de recherche, sont passées à la trappe.

Par ailleurs, après la demande française auprès de la Commission européenne de ne pas rendre publiques les études de risques sanitaires des OGM, l'article 4 du nouveau projet de loi sur les clauses de confidentialité devra retenir toute notre vigi-

[1] « Une autre politique de la recherche est possible ! » http://sciencescitoyennes.org/article.php3?id_article=1258
[2] L'AII, un outil pour institutionnaliser les erreurs passées. http://sciencescitoyennes.org/article.php3?id_article=1384
[3] La LOPR : peu pour les chercheurs, tout pour le marché, rien pour la société. http://sciencescitoyennes.org/article.php3?id_article=1391

lance afin que lorsque la santé publique et l'environnement sont en jeu, il ne soit pas possible de se soustraire à l'obligation de publication.

Le cabinet du Ministère de la recherche n'a pas souhaité nous recevoir. Mais nous poursuivons un travail de conviction en proposant des amendements aux parlementaires qui en veulent bien. Nous avons reçu un excellent accueil de Marie-Christine Blandin, sénatrice Verte qui joue un rôle moteur dans la réflexion du groupe PS au Sénat sur la loi. Elle a déposé près de 40 amendements dont la plus grande partie ont été élaborés avec nous et nous ne pouvons que nous féliciter de son travail.

Il conviendra de poursuivre ce travail d'amendement avec les députés qui voudront bien nous écouter, et de communiquer (tribune, réunion publique).

2. INTERNATIONAL

Nos activités au niveau international se sont multipliées cette année et nous commençons à nous construire des relations régulières aussi bien auprès des ONGs internationales (Greenpeace, EPHA[4], EEB[5], INES[6], Save our seeds, etc.) qu'avec des acteurs politiques européens (membres du parlement, services de la Commission Européenne). Nous avons ainsi organisé deux séminaires au Forum Social Mondial à Porto Alègre, animé le réseau European Science Social Forum autour du 7ème PCRD (Programme Cadre Recherche et Développement), présenté nos propositions lors de divers séminaires et conférences européens. Tous ces contacts, complétés par des missions (USA et Pays-Bas en 2003, Espagne, Brésil, Argentine et Chine en 2005 ; Mali, Monde arabe, Inde et Europe centrale et Orientale en 2006) nous permettent d'identifier et de rencontrer des chercheurs et associations qui pourraient nous rejoindre dans notre projet, commun avec la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme, de création d'une alliance internationale citoyenne pour un nouveau contrat entre science et société.

Forum Social Mondial : C'est la première fois que FSC a participé au Forum Social Mondial[7]. Avec des amis brésiliens de HOLOS (Association interdisciplinaire de recherche en environnement et développement) nous avons co-organisé deux séminaires sur la marchandisation de la science. De plus, il s'agissait de prendre contact avec des associations qui pourraient nous rejoindre dans notre projet, commun avec la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme, de création d'une alliance internationale citoyenne pour un nouveau contrat entre science et société.

Pour les deux séminaires la salle s'est remplie d'une bonne centaine de personnes qui sont restées trois heures avec nous pour écouter et discuter. Séminaire 1 : « Néolibéralisme et marchandisation de la science : quelles conséquences ? » Séminaire 2 : « Néolibéralisme et marchandisation de la science : quelles réponses, quelles résistances ? » Parmi nos intervenants: Magda Zanoni de HOLOS, Marijane Vieira Lisboa de l'Université catholique de Sao Paolo et ancienne responsable de Greenpeace Brésil, Patrick Mulvany d'ITDG (Intermediate Technology Development Group, UK), Pat Mooney d'ETC Group, Canada, Hugo Estrella d'INES, Emiliano Escurra de Greenpeace Argentine, etc.

Quelques constats d'intervenants lors des séminaires:

- Les réflexions éthiques en matière de recherche et de développement technologique doivent porter sur les questions telles que : Sur qui l'activité scientifique produit-elle des impacts, sur quels groupes sociaux ? Quel est l'impact des technologies à l'échelle planétaire, sur plusieurs générations ?
- Le concept de démocratie technologique implique une technologie « à l'échelle humaine, avec un visage humain », autrement dit une technologie qui « empower » des populations locales, défavorisées…

[4] EPHA: European Public Health Association regroupant une centaine d'associations européennes dans le secteur de la santé publique
[5] European Environmental Bureau qui est la Fécération des organisations environnementales de citoyens
[6] International Network of engineers and scientists for global responsibility

[7]un court extrait de la Charte de Principes : le Forum Social Mondial n'est pas une organisation, ni une plateforme de front commun, mais « un espace de rencontre ouvert visant à approfondir la réflexion, le débat d'idées démocratique, la formulation de propositions, l'échange en toute liberté d'expériences, et l'articulation en vue d'actions efficaces, d'instances et de mouvements de la société civile qui s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et toute forme d'impérialisme, et qui s'emploient à bâtir une société planétaire axée sur l'être humain. »

- Les agriculteurs ont besoin d'une recherche qui soit socialement utile, sans nuire à l'environnement et souhaitent la valorisation de leurs savoirs même s'ils se situent hors des laboratoires.
- Face à une approche de « high-tech society », il faut soutenir une approche de « wide-tech society » (wide = étendu), c'est-à-dire de diffusion des technologies adaptées à un contexte local.
- Il faut pouvoir proposer d'autres carrières aux scientifiques, avec des parcours dans d'autres structures (par exemple des ONG) et sur d'autres sujets.

Nos amis brésiliens souhaitent créer une association nationale des chercheurs-citoyens. Les séminaires ont alors aussi servi à diffuser cette idée et à créer des contacts au niveau brésilien.

European Science Social Forum : Nous avons engagé en octobre 2004, lors du Forum Social Européen à Londres, une « Alliance d'organisations de la société civile pour une autre politique de recherche en Europe » (www.essfnetwork.org.), initiative qui, dans un premier temps, a fait un travail de critique du 7ème PCRD. Cette initiative reste actuellement un forum d'échange et d'actions assez informel, mais gagne assez vite en envergure.

Actuellement, la liste de travail du « European Science Social Forum » comprend plus de 200 membres. Les membres - chercheurs, associatifs et syndicalistes - viennent d'une quinzaine de pays européens et d'organisations très diverses: universités, organismes de recherche, ONGs et associations à but non lucratif (niveaux nationaux et européen; avec des représentants d'ONG telles que Greenpeace, Consumers International, Médecins sans Frontières, Friends of the Earth, ITDG, Health Action International, INES, UK Food Ethics Council, Demos, etc.), instituts indépendants, syndicats.

1) Nous avons lancé une pétition intitulée « Framework Programme 7: towards a real partnership with society? ». Elle a été signée par plus de 40 ONGs et nous l'avons envoyée à environ 200 eurodéputés, à la commission «pétition » du PE et à la commission ITRE (Industrie, Energie, Recherche) qui devra livrer son avis sur le 7ème PCRD en janvier 2006.
2) Nous avons envoyé des amendements pour le texte du 7ème PCRD et avons pu discuter de ce texte avec quelques eurodéputés.
3) D'autres réseaux ont partiellement repris nos amendements,
4) La Commission, dans une nouvelle version en cours du projet, a intégré la création d'un dispositif de partenariats de recherche chercheurs-ONG (analogue aux ARUC canadiens et PICRI franciliens). En partie grâce à notre amicale pression. Les actions sciences et société envisagées se déplacent donc d'une logique de communication à une logique de dialogue et de co-construction avec les acteurs à buts non lucratifs de la société civile ! Cela reste à consolider.

Projet TRAMS et Boutiques des Sciences en France

Le projet européen TRAMS (*Training and Mentoring of Science Shops*) dont FSC est partenaire a pour objectif de soutenir la création de nouvelles boutiques des sciences en Europe. Le projet a commencé en août 2005 avec une rencontre à Utrecht (Pays-Bas). Marine Soichot de la boutique des sciences de l'ENS Cachan et François Warlop, administrateur de FSC, y étaient présents, pour représenter les organisations françaises, et bénéficier de la richesse des échanges.

La discussion a porté sur une présentation des structures existantes, aux Pays-Bas (30 boutiques sur tout le pays!), mais aussi en Roumanie, Belgique, Estonie, Allemagne, Danemark, Autriche... D'autres pays participaient également à cette rencontre (Turquie, Crète, Islande) à titre d'observateurs et d'« utilisateurs ». Une partie de la discussion visait également à identifier les outils à créer pour former les nouveaux partenaires, et aux meilleurs moyens de former ces personnes; un atelier « scénario » a été envisagé, formule qui permet de faire germer les idées adaptées à la situation.

La boutique des sciences de Cachan fonctionne actuellement avec quelques étudiants qui travaillent sur plusieurs questions de recherche posées par diverses associations. La boutique tourne néanmoins au ralenti, puisque les piliers de l'association sont à l'étranger dans le cadre de leurs études. Un dossier de demande de subvention est en cours pour obtenir des financements régionaux permettant d'employer une personne.

François Warlop souhaite à moyen terme identifier un groupe de travail en région sud-est, pour mettre sur pied une boutique des sciences, sur des thématiques agronomiques dans un premier temps, mais ouverte à toute discipline en fonction des personnes impliquées.

Le programme TRAMS permet donc à des « mentors » de rendre visite aux « élèves » pour identifier le contexte, faire un état des lieux du travail à réaliser, en somme, partager l'expérience acquise pour avancer sur les projets émergents. Les mentors affectés aux différents projets ont été sélectionnés lors du meeting d'Utrecht, et pour la France, il s'agit de Caspar de Bok (animateur de la boutique des sciences d'Utrecht). Une rencontre est prévue dans le courant du mois de février 2006, pour discuter des projets de Cachan et d'Avignon.

Contacts : François, warlop.grab@tiscali.fr, Marine, Marine.Soichot@crans.org
http://boutiquedessciences.free.fr

3. « Les sciences en bobines ». Festival du film 'sciences et société'

Notre festival a tenu cette année sa deuxième édition qui était présentée avec le message suivant: «Fête ou défaite de la science ? »

Les savoirs scientifiques et techniques ne sont pas neutres. Ils sont construits par les hommes et sont soumis, comme toute création humaine, à des enjeux politiques, économiques et sociaux. Ainsi, ceux qui affirment que les sciences sont «naturellement » porteuses de bonheur et de progrès ne visent qu'à museler la critique et à conforter leur propre pouvoir. Les crises et les scandales sanitaires, écologiques, économiques et humanitaires qui se multiplient révèlent le visage d'une science soumise aux intérêts des lobbys industriels et financiers. La Fondation Sciences Citoyennes juge essentiel de mettre en évidence une autre approche : celle d'une recherche désireuse d'affronter les grands défis de nos sociétés, de dialoguer avec des savoirs autrefois dévalorisés et celle de citoyens qui revendiquent leur droit à participer aux choix scientifiques et technologiques qui conditionnent leur avenir. Le festival « Les sciences en bobines » propose une riche palette de films critiques et militants et des débats pour que le dialogue s'engage entre chercheurs et citoyens dans le but de privilégier le bien commun... pour des futurs meilleurs ! »

Et ce message fût parrainé et retransmis par une palette riche d'associations et syndicats partenaires des «Bobines » 2005 : ACRO, Amis de la Terrre, Attac, Confédération Paysanne, Greenpeace, Holos, Réseau Semences Paysannes, Réseau Sortir du Nucléaire, Sud Recherche EPST.

Les Bobines ont attiré de la sympathie tout au long des quatre jours de projection (11, 12, 15, 16 octobre), et au-delà. Nombreux sont les gens qui ont jugé le festival comme un moment à la fois très convivial et productif (grâce au buffet bio et aux divers stands présentant les brochures, publications, affiches, communiqués... des associations partenaires). Nous avons donc hâte de voir sa troisième édition l'année prochaine. De plus, Greenpeace a apparement l'intention d'organiser un festival similaire en province et on pourrait envisager une collaboration.

Le choix des thèmes et des films s'est révélé pertinent, bien ciblé et de qualité.

La première journée sur les téléphonies mobiles a été un véritable succès en faisant salle comble. Elle a non seulement permis de projeter et valoriser un film militant et de grande qualité (celui de J. Ferreira), rejeté par toutes les chaînes télé, mais aussi d'exprimer des points de vues des représentants d'associations (Robin des Toits, collectif St-Cyr-L'Ecole…) dénonçant les risques sanitaires liés aux antennes relais.

La deuxième journée a également fait l'objet d'un grand intérêt, avec quasiment une centaine de visiteurs pour le film sur les paysans boulangers et plus d'une centaine de spectateurs pour le film nano ! Les deux débats ont été très animés grâce films très engagés et aux propositions de certains participants dans la salle ! (lors du débat nano, un professeur de cinéma appelait sans cesse les scientifiques à descendre de leur tour d'ivoire pour constater que, pendant qu'ils fabriquaient des nanotubes, il y avait des gens qui souffraient de la famine partout !).

Environ 80-90 personnes sont venues à la troisième journée, pour la projection des films sur les énergies. Il y avait un grand intérêt de la part du public notamment pour des documentaires sur les énergies renouvelables. Donc nous avons tout intérêt à trouver de nouveaux documents pour l'année prochaine. Le débat sur l'énergie s'est déroulé avec la participation sans faute des intervenants. Le débat se voulait alternatif au débat public sur les déchets, en permettant une réflexion plus large sur les alternatives au nucléaire. La salle était notamment perplexe sur l'acceptabilité du charbon, proposée par certains intervenants comme source d'énergie transitoire pour sortir du nucléaire. D'autres thèmes soulevés par la salle comprennent la «décroissance » énergétique et le développement durable ; l'imaginaire lié à ITER ; le lien nucléaire - effet de serre ; les enjeux relevant de la privatisation d'EDF (faut-il défendre le service public même s'il est pro-nucléaire ?); la Finlande et son enthousiasme pour l'EPR, etc.

Enfin, la quatrième journée qui avait pour thème « Sciences des Citoyennes : Et si les femmes changeaient le monde? » a accueilli elle aussi une centaine de personnes. Malgré un petit problème technique lié à l'équipement du cinéma, les trois films sur l'action des femmes (tant à Rio qu'en Europe de l'Est) ont été beaucoup appréciés. Le débat a permis de discuter précisément des films projetés grâce à la participation des réalisatrices, et il a également ouvert la voie à une réflexion sur ce que les femmes apportent - contrairement à ce qu'on croit ! - pour une distribution plus juste des biens publics et pour une maîtrise des techniques (comme par exemple la gestion de l'eau). La politique liée à la contraception et le double volet de ses impacts (émancipation des femmes mais aussi l'injustice sociale lorsqu'on vise à diminuer les pauvres au lieu de diminuer la pauvreté) fut également un des thèmes abordés par le débat.

La majorité des débats a été filmé et leur retranscription est en cours de réalisation.

A qui les Sciences en Bobines se sont-elles adressées plus particulièrement cette année? Il y avait de nombreux militants associatifs mais aussi des chercheurs, des enseignants, des étudiants, des réalisateurs (qui s'y intéressent de par leur métier), des retraités, des chômeurs qui sont venus et qui ont pu prendre connaissance de Sciences Citoyennes pour la première fois. Nous avons donc aussi accueilli quelques nouveaux adhérents !

Enfin, la presse écrite, notamment l'Humanité et le Monde Diplomatique, ont parlé des Sciences en Bobines à côté d'autres médias (comme Radio Nova, Indymédia, plusieurs sites Internet d'annonce et de nouvelles...).

Merci à tous ceux qui ont contribué au succès des Bobines 2005 et nous vous donnons évidemment déjà un nouveau rendez-vous pour octobre 2006 ! Nous vous informerons dès mars 2006 des réunions préparatoires. Pour la troisième édition, on associera les organisations partenaires dès le début au processus de préparation.

4. PICRI (Partenariat Institutions-Citoyens pour la Recherche et l'Innovation)

Notre action auprès de Marc Lipinski, Vice-Président à la recherche de la région Ile-de-France, pour promouvoir le lancement d'un appel à projet de recherche ONG-laboratoires poublics inspiré des ARUC Canadiens s'est révélé très fructueux. Un appel « PICRI » (Partenariat Institutions-Citoyens pour la Recherche et l'Innovation) a été lancé la Région Ile-de-France : 1,2 millions d'euros pour une douzaine de projets retenus (sur près de 54 projets soumis, signe qu'il y a une forte demande du monde associatif). Ce programme est désormais installé dans la panoplie des outils de la région, il sera poursuivi et amplifié en 2006. Notre « bébé », notre utopie, sont désormais des réalités institutionnelles appelées à se généraliser dans d'autres régions voire aux niveaux européen et national. Nous ne pouvons que nous en féliciter, tout en restant vigilant sur ces appels (éviter les ONG 'potiches' d'institutions traditionnelles de « culture scientifique », de recherche ou d'entreprises ; veiller à ce que les dispositifs soient accessibles aux petites associations et aux problématiques 'alternatives'…).

5. Démocratie participative et choix scientifiques et techniques

Nous avons répondu au premier appel PICRI francilien avec un projet intitulé « Définir la conférence de citoyens pour trouver sa place dans l'ordre juridique ».

Comme l'indique le titre, il s'agit de décrire la procédure assez précisément pour que l'appellation soit «contrôlée » et garantir sa rigueur et son impartialité. L'ambition est de produire un texte de type constitutionnel qui permettrait un débat parlementaire systématique à l'issue de chaque conférence de citoyens commanditée par les autorités publiques.
Les partenaires sont Jacques Testart pour Sciences Citoyennes, Marie-Angèle Hermitte (droit, CNRS), Michel Callon (sociologie, Ecole des Mines) et Dominique Rousseau (constitutionnaliste, Univ. Montpellier).

Un post-doc, payé 6 mois dans le laboratoire de M. Callon, fera un travail d'analyse des procédures déjà réalisées au niveau international. Puis les partenaires se mettront d'accord sur les questions non résolues (choix des citoyens, composition du comité de pilotage, nature et durée de la formation, etc.). Ces conclusions conduiront à la rédaction d'une proposition législative.

La durée totale du contrat est de 18 mois (seulement). La subvention est de 34 000 euros (post doc, déplacements, secrétariat, Colloque européen « Science et démocratie »).

FSC est partenaire principal et devra s'impliquer pour suivre les travaux (recrutement et suivi du post-doc, contribution aux réflexions…).

Le colloque final permettra de communiquer nos avancées et de les faire partager. (Il est demandé à la Région Ile de France d'organiser, immédiatement après, la première conférence de citoyens ainsi définie…)

6. Modes coopératifs et non propriétaires en réseau de production de savoirs et d'innovation

Suite à un premier colloque avec le Vecam en avril, nous avons organisé le 3 décembre de la rencontre d'échange entre acteurs du logiciel libre, des semences paysannes, des réseaux d'échanges de variétés anciennes, de wikipedia et autres projets coopératifs, Sciences Citoyennes. Au-delà d'une indispensable critique du brevet (et d'autres formes durcies de propriété intellectuelle) limitée à la question de l'*accès* à des biens produits de façon « conventionnelle », FSC mène (avec ces partenaires mentionnés ci-dessus) des réflexions sur les pratiques alternatives (coopératives, horizontales, non propriétaires, «libres») qui émergent comme un « nouveau continent » de « production sociétale » de savoirs et de biens collectifs en croisant le domaine du numérique/culturel et le domaine du vivant (Cf. les travaux de P. Aigrain, Y. Benkler, etc.).

Ces innovations partent des usagers et se diffusent sur des réseaux en organisant la coopération entre les usagers. Au sein de ces « innovations ascendantes » cohabitent ou s'affrontent des dynamiques « coopératives », productrices de biens communs, et des dynamiques marchandes de « capitalisme participatif » qui cherchent à capter ces biens communs comme externalités positives.

Quel est le modèle économique de ces modèles de production de savoirs et d'innovations ? En quoi ébranlent-ils les modèles descendants et professionnels dans la recherche et la « culture scientifique » ? À quel point la « Pro-Am revolution », la révolution des contributeurs volontaires aux biens communs de connaissances peut promouvoir une nouvelle citoyenneté et un 'empowerment' ? Comment, au 21e siècle, inventer une gestion de biens communs locaux et globaux qui ne seraient pas entièrement contrôlés par les États et renoueraient avec l'idéal coopératif ?

Quelle réorientation et quels nouveaux instruments pour les politiques de recherche et d'innovation en vue de renforcer ces dynamiques de biens communs de connaissance face à la sphère marchande ? C'est surtout ce dernier point qui fera l'objet d'une note de la Fondation en 2006.

7. Enjeux des nanotechnologies

Puisque les nanotechnologies sont considérées comme « la révolution technologique du XXI siècle » qui va influencer presque tout aspect de notre vie, et puisque des engagements et investissements lourds et à long terme ont été pris aussi bien par le secteur privé que public au nom de la compétitivité accrue internationale et du bien-être des citoyens, il est urgent de s'interroger sur les finalités des nanotechnologies, sur leur utilité sociale réelle, les conséquences socio-économiques et sur les décisions politiques prises et à prendre.

Analyse critique du nanocosme Grenoblois : participation au groupe Joly

La Métro (Communauté des Communes de l'Agglomération grenobloise) avait fait appel à un groupe de spécialistes des relations entre science et société, afin de porter un diagnostic sur l'état des projets de développement des nanotechnologies et sur les débats publics dont ils font l'objet et de faire des recommandations sur les façons d'associer les publics grenoblois aux choix scientifiques et techniques.

Le rapport a formulé plusieurs recommandation dont - l'organisation d'une conférence de citoyens dans un délai d'un an. La question posée pourrait être la suivante : « Est-il souhaitable de poursuivre le développement des nanotechnologies à vocation civile ou militaire, à Grenoble ? Si non, quelles autres priorités de recherche, si oui, selon quelles conditions et dans quelles directions ? »; - l'élargissement de l'accès au processus de production des savoirs scientifiques en soutenant les partenariats entre laboratoires publics de recherche et organisations de la société civile à but non lucratif (à l'instar des PICRI en Ile-de-France); - renforcement du milieu de la recherche en sciences sociales qui s'intéresse aux différentes formes de participation du public à l'orientation des choix scientifiques et techniques; - Prendre toutes les initiatives permettant d'associer les débats locaux aux initiatives nationales et européennes.

Seul membre associatif de ce groupe de travail et signataire du rapport auquel elle a activement contribué, la participation de la Fondation Sciences Citoyennes se fondait sur deux exigences : - Apporter l'expérience et l'exigence d'une organisation de la société civile en matière de démocratisation des choix scientifiques et techniques; - Assurer une vigilance associative quant au contenu et aux recommandations du rapport du groupe de travail qui sera rendu public et quant aux suites que devront y donner les institutions politiques et scientifiques locales.

Note

Nous préparons une note sur les enjeux des nanotechnologies pour début 2006.

8. Actions achevées en janvier 2005 dont le rapport moral 2004 faisait deja le bilan

Forums de la recherche pour une agriculture durable

Ces forums constitués de 7 groupes de travail électronique et de 5 réunions publiques ont rassemblé des centaines de participants de juin à novembre 2004. L'année 2005 a débouché sur la publication de 5 comptes-rendus (4 pour les forums publics et le dernier pour le forum de synthèse) :

http://sciencescitoyennes.org/rubrique.php3?id_rubrique=91.

Cette opération a bénéficié du soutien financier de la FPH et s'est clôturée avec un budget équilibré de 30 000 euros.

Principales propositions: construire des lieux d'échanges et d'apprentissage croisés entre chercheurs et paysans; réformer en profondeur les instituts techniques (productivistes); évaluer différemment les chercheurs (au delà de la cours aux publications et aux brevets ; repenser les critères de partenariats ; faire participer la société civile à la construction des appels d'offre, des projets de recherche et à l'évaluation des travaux ; créer dans les régions des appels à projets de recherches avec des acteurs de la société civile et des acteurs paysans répondant à la demande sociale (voir le modèle des PICRI franciliens) ; améliorer la réac-

tivité des institutions par rapport aux lanceurs d'alerte ; favoriser le détachement de chercheurs dans des ONG ; développer notamment avec les agriculteurs la sélection participative de variétés paysannes (adaptées à des circuit courts, au maintien du revenu et de la biodiversité cultivée) ; - développer les recherches en vue de nouveaux référentiels pour l'évaluation variétale et la réglementation des semences ; privilégier les approches intégratives sur les approches réductionnistes ; réorienter les recherches sur les biocarburants sur les cultures énergétiques à rendement positif et notamment celles en circuit fermé (biogaz à la ferme, etc.) ; développer des outils de diagnostic d'impact dans les domaines de l'environnement, du social ou de l'agriculture des systèmes agricoles (intensif, biologique…) ; donner plus de place aux approches écologiques dans les organismes de recherche et d'enseignement agronomique et exploiter les travaux sur l'empreinte écologique et sociale des systèmes de production ; développer des travaux d'économie évaluant les coûts réels des différents systèmes agroalimentaires (conventionnels, biologique, circuits courts, etc.) en internalisant tous les coûts cachés (transport, publicité, subventions, pollutions, etc.); explorer la biodiversité végétale sous l'angle de l'apport en micronutriments et développer une vulgarisation nutritionnelle efficace pour susciter l'adoption de modes alimentaires protecteurs et de qualité, etc.

Bilans et suites

Une implication mitigée des chercheurs d'Ouvrons la recherche, mais :

- des liens plus étroits avec la confédération paysanne, le réseau semences paysannes, le réseau agriculture durable et bien d'autres associations
- des contacts avec plusieurs exécutifs régionaux (dont certains sont en train de mettre en place des dispositifs type PICRI franciliens)
- À l'issue de cette opération, nous avons été plusieurs fois sollicités par l'INRA pour participer à des réunions et colloques mais essentiellement sur des dossiers techniques et non méthodologiques. Nous avons décliné la majeure partie de ces invitations. Néanmoins, nous avons participé au comité des porteurs d'enjeux du programme « Agriculture et développement durable ». Etant donné le caractère très conventionnel des projets retenus par le comité scientifique de l'appel, la question de l'utilité de notre participation est posée.

Débat Internet sur la Santé Environnementale (www.debatse.org)

(partenariat avec Sopinspace)

Il s'agissait de contribuer à affirmer dans le débat public la thématique « santé et environnement ». Celle-ci a pris ces dernières années une importance de plus en plus grande, mais elle reste encore très floue pour une large majorité de gens. Suite à la conférence de Budapest organisée par l'Organisation Mondiale de la Santé en juin 2004, la France s'est enfin dotée d'un Plan National Santé Environnement et d'un Plan National Santé Travail.

Le débat a traité des différents aspects (crise de la science, de la santé, de l'environnement, de la citoyenneté, etc.), bien évidemment de façon limitée à chaque fois. Il a permis de mettre en lumière ce que pourrait être l'apport d'un site dédié pour permettre une plus grande prise de conscience sur les enjeux de la santé environnementale et une meilleure capacité d'action du mouvement citoyen.

9. Vie interne et fonctionnement de l'association

Bureau et CA se sont réunis régulièrement et comportent un noyau très actif…mais il faut, au-delà de ce noyau, arriver à élargir le nombre de participants actifs à la vie de *Sciences Citoyennes*. Début décembre, le nombre des adhérents est de 98.

Réflexion stratégique

Nous nous sommes réunis lors d'un week-end stratégique en mars afin de discuter nos priorités et notre stratégie des années à venir. C'était un moment très convivial et riche que nous tenons à réitérer. Le weekend nous a permis de se mettre d'accord sur plusieurs points.

De façon générale : construire un discours critique contre ce qui se présente comme la modernité ; demander au moins la production d'évaluations scientifiques coûts-bénéfices des nouveaux produits ou des nouvelles technologies. Jouer un rôle de commutateur, qui permette le passage d'un système de production des connaissances à un autre. Décrypter la démarche scientifique, casser le bloc scientiste,

démystifier la technoscience, révéler les conditions actuelles de production des connaissances et les conditions d'exclusion des recherches et des chercheurs non conformes. De façon plus précise, la FSC a une triple fonction sociale : Intervenir dans le débat sur les politiques publiques de la recherche ; Participer à l'émergence et à la fédération d'un tiers-secteur scientifique ; Contribuer à la mise en évidence et à l'expertise des risques dans certains secteurs sensibles.

Les participants au week-end ont mis l'accent, pour la première fonction, sur l'importance des objectifs suivants : - Démocratiser la politique de la recherche; - Viser au développement, dans le milieu des chercheurs, des valeurs de responsabilité et de conscience; - Faire réagir les politiques, les communautés citoyennes, les chercheurs; - Imaginer de nouvelles méthodes d'intervention dans l'espace public; - Définir des procédures pour analyser le fonctionnement des institutions existantes (organismes publics de recherche, OPECST, ANR …);

Concernant la seconde fonction, les objectifs suivants ont étés particulièrement mis en avant :
- Produire des savoirs scientifiques à partir des observations, des connaissances ou des recherches des citoyens; - Permettre qu'adviennent des « produits scientifiques citoyens », qui n'émergent pas alors que tous les ingrédients nécessaires sont déjà là ; - Participer aux mouvements citoyens, associatifs, altermondialistes, qui sont en train de se doter d'une vision du monde ; celle de la FSC est une vision « écologique » ; - Identifier des procédures pour faire émerger la demande sociale et y répondre ; il doit exister des « lanceurs de demandes sociales » ; - Jouer un rôle de passeur, de pont, sans vouloir jouer les têtes de réseaux ; - Militer pour la participation citoyenne à l'élaboration des protocoles de recherche, à l'évaluation des résultats ; - Favoriser les actions de formation des citoyens par les chercheurs

La troisième fonction doit être traitée cas par cas afin de conserver un caractère transversal à Sciences Citoyennes. De façon générale la FSC doit examiner comment - Produire de la connaissance pour faire de l'expertise ; - Lancer ou aider à lancer des alertes.

Salariés

Sciences Citoyennes emploie actuellement trois personnes.

- Une coordinatrice à temps plein en CDI (Claudia Neubauer)
- un chargé de mission en CDI (Glen Millot) à 4/5 de temps
- un webmaster (Marc Jeanson) en CAE à 4/5 de temps (depuis octobre 2005 pour 6 mois).

Notre demande d'emploi tremplin a été acceptée par le Conseil régional.

Une réunion d'équipe se tient tous les lundi matin mais peu de membres du bureau trouvent le temps de s'y joindre.

Gazette

Nous avons édité deux numéros de notre gazette qui est censée tenir au courant nos adhérents de façon plus spécifique et explicite (même s'ils reçoivent toutes les informations via le newsletter). Le choix avait été fait de ne pas «professionnaliser » la gazette en la confiant à un salarié, espérant pouvoir mobiliser des adhérents sur ce projet. Mais nous n'avons pas réussi à tenir ce pari (au moins quatre exemplaires par an étaient normalement prévus) : c'est un chantier clé de la mobilisation des adhérents en 2006 ! Un jour se posera à nous la création d'une véritable revue périodique.

10. Communication externe

Depuis sa création en 2002, et de plus en plus depuis 2004, les activités de la Fondation Sciences Citoyennes sont couvertes par **la presse écrite (nationale et spécialisée) et la radio**. Ainsi des membres de FSC ont pu publier des articles dans Libération, Le Monde diplomatique, Politis, l'Humanité, La revue durable. Des articles sur les activités de la FSC sont parus dans Le Monde, Libération, Le Figaro, Valeurs

mutualistes (journal de la MGEN), Le Canard enchaîné, Campagnes solidaires (mensuel de la Confédération paysanne), Transversales, Le Quotidien du médecin. Au niveau des radios, c'est surtout France Culture qui montre un intérêt pour les activités de la FSC. Des émissions telles que « Terre à terre » ont invité des membres de FSC à plusieurs reprises. Au total, au cours des deux dernières années (mi 2003 – décembre 2005) nous avons eu près de 40 articles ou présentations à la radio (voir la liste pour 2005 à la fin du rapport).

Issu de notre colloque sur les lanceurs d'alerte en 2003, **le livre « Alertes santé - Experts et citoyens face aux intérêts privés »** d'André Cicolella et Dorothée Benoit Browaeys est paru en mai 2005. Il a fait l'objet d'une large couverture médiatique en presse écrite et sur le web. Le livre documente de grandes affaires de santé publique (Qui sont des lanceurs d'alerte ? Quels nouveaux dangers sanitaires mettent-ils en évidence ? Comment agissent les lobbies auxquels ils font face ?, etc.) et fait des propositions sur l'organisation de l'expertise sanitaire et la protection des lanceurs d'alerte.

Le **site Internet** de Sciences Citoyennes créé en 2002 à reçu plus de 97 000 visites. Il compte aujourd'hui plus de 1400 articles et brèves. Sa fréquentation, qui était de 120 visites journalières il y a un an est actuellement de 290 visites journalières et se rapproche donc de 9000 visites par mois. La lettre électronique qui comptait autour de 300 abonnés en 2004 a aujourd'hui dépassé les 460. On a pu constater une nette augmentation des visites au moment du festival « Les sciences en bobines » qui était promu dans le cadre de la fête de la science, de l'article dans Libération (*30 idées pour réveiller la gauche*, avec l'interview de Laurent Dianoux et l'article sur les PICRI) et de l'intervention télévisée d'André Cicolella sur FR3 national.

La **bibliothèque (site ressources)** sur notre site: Le site ressources de la FSC est ouvert depuis quelques jours (même s'il y a encore des parties plus au moins en construction). Vincent Calame et Thomas Weiss des Mapéadores nous ont aidé pour la mise en place technique.

Ce site de ressources permet de partager nos visions, notre travail, nos savoirs et expériences et nos avec d'autres, dans un format commun à tous les partenaires de l'Alliance constituée autour de la Fondation L. Mayer pour le Progrès de l'Homme. Trois ans après la création de notre association, nous avons réuni une série d'articles, de textes et de références de livres de différents auteurs qui nous semblent fondamentaux ou importants en ce qui concerne la thématique «science et démocratie ». Nous mettons également à disposition la production écrite de FSC et des ouvrages auxquels nous avons collaboré. La palette des thèmes va de la citoyenneté scientifique et de la gouvernance de la recherche sur le capitalisme cognitif, les transformations sociales et l'innovation sociale jusqu'aux nanotechnologies, l'agriculture, l'énergie, la santé et des questions sociales. FSC espère contribuer avec cette base de documents à créer un espace dynamique au profit des chercheurs, des associatifs, des citoyens et des décideurs politiques désireux de s'approprier ce vaste thème de science et société.

Outre un classement analytique, un moteur de recherche et des mots clés (en français et anglais) sera proposés. Il y aura possibilité pour les internautes de proposer eux-mêmes des textes (qui seront évalués et confirmés par FSC) pour le site. Il est envisagé de proposer un forum de discussion pour des utilisateurs qui souhaitent s'exprimer sur un texte. Ainsi le site deviendra un outil vivant et plus riche. Pour accéder au site ressources de la Fondation Sciences Citoyennes: www.sciencescitoyennes.org, puis cliquer sur « Bibliothèque ». Le site est aussi directement consultable à l'adresse www.sciencescitoyennes.net.

Dans un premier temps (phase de test de la charte graphique), le site comprendra 150 fiches mais augmentera rapidement une fois la structure technique validée.

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES POUR 2006

L'année écoulée a été particulièrement riche, comme en témoigne le compte-rendu des activités. *Sciences Citoyennes* a aujourd'hui pignon sur rue. Les demandes vis-à-vis de *Sciences Citoyennes* ont été très fortes tant des associations et mouvements sociaux que des politiques et institutions. C'est la preuve de la justesse du pari qui a été fait en lançant un type d'association inconnu auparavant sur les enjeux technoscientifiques. L'essor et la diversification de nos interventions porte aussi des risques de dispersion, de parcellisation (chacun ayant un lourd projet à porter aurait moins de temps pour l'élaboration collective), voire d'aspiration institutionnelle (être cooptés dans des instances où nous ne pèserions et n'innoverions pas vraiment) auxquels nous devons en permanence continuer à rester collectivement vigilant.

Quelques pistes de chantiers et enjeux stratégiques 2006 (à discuter et compléter en AG puis CA)

Les notes

Vu l'impact important qu'ont eu nos notes (OGM, nouveau contrat entre science et société) et le succès du livre sur les lanceurs d'alerte, c'est là un mode d'intervention majeur pour élaborer et diffuser de nouvelles approches citoyennes dans les politiques de recherche d'expertise et d'innovation. Sont d'ores et déjà engagées des notes sur

- Les enjeux des nanotechnologies,
- Choix énergétiques, démocratie et orientation de la recherche
- L'innovation pharmaceutique et sa régulation,
- La production ascendante de savoirs, innovations et biens communs : quelle réorientation des politiques de recherche ?

Les axes de travail et campagnes

- Science française, Inc. L'influence des lobbies économiques sur la recherche et l'expertise en France (en gestation)
- L'institutionnalisation des dispositifs participatifs (conférence de citoyens) dans notre système politique (projet Picri avec M-A. Hermitte et Michel Callon).

Les colloques et manifestations

- Festival du film : vers la 3e édition !
- Journée d'étude Science et genre en co-organisation avec les centres de recherche en histoire des sciences et des techniques (suite du colloque « Genre, recherche et sciences sociales » de novembre 2005)

International : quelle stratégie ?

Nos activités internationales ont pris un véritable envol en 2005. Nous sommes animateur du réseau ESSF (faut-il le formaliser comme alliance d'ONG ?), membre du bureau d'INES. Les fruits de ce travail commencent à se voir (mention de FSC dans des publications internationales (*Nature*, note de Demos); introduction d'un dispositif financier pour les ONG par l'Unité « Science et société » de la DG Recherche dans le 7e PCRD. Nous sommes de plus en plus identifiés aussi bien par des ONG internationales que par des institutions européennes. Et nous venons de recevoir la proposition d'une universitaire canadienne de créer une antenne de Sciences Citoyennes au Canada.

- A ce stade il devient donc important pour Sciences Citoyennes de s'interroger sur son rayon d'action international. Voulons-nous et pouvons-nous nous donner les moyens de constituer un réseau international composé de plusieurs branches sciences citoyennes nationales ? Le prochain Forum Social de Bamako et la suite du projet canadien ne font que rendre plus urgente une réflexion de notre part sur ce point.

Cap sur 2006 !

SCIENCES CITOYENNES DANS LES MÉDIAS EN 2005

Le Monde Diplomatique décembre 2005
Une foi aveugle dans le progrès scientifique
Un article de Jacques Testart

Dans Nature novembre 2005
Save the world and keep a career
avec une interview de Claudia Neubauer

Dans "La Vie de la Recherche scientifique" novembre 2005
La recherche sans la société ?
Un article de Glen Millot

Dans RDTinfo magazine de la recherche européenne novembre 2005
Combat pour l'intelligence scientifique
un article sur Jacques Testart

Libération 10/11/05
Numéro spécial
« 30 idées pour réveiller la gauche »
Ouvrir la porte des labos aux associations
sur les PICRI
« L'intérêt scientifique de ces projets est réel »
Une interview de Laurent Dianoux

Dans L'Humanité du 10/10/05
La science s'invite dans la ville
On parle des "Sciences en bobines"

Dans Sciences and Technology in China
Face à la marchandisation, mettre les sciences en démocratie

Dans Le Monde du 13/10/05
Nous sommes tous chimiquement contaminés
Un article d'André Cicolella

Valeurs mutualistes septembre/octobre 2005
A l'enseigne des recherches citoyennes
Sur la boutique des sciences de Cachan

Transversales août 2005
Vers une autre politique de recherche européenne
Par Claudia Neubauer et Christophe Bonneuil

Une série d'articles sur "Alertes santé" le livre d'André Cicolella, co-président de la FSC et Dorothée Benoit Browaeys, paru en juin chez Fayard

Libération 29/6/2005
Eloge des « lanceurs d'alerte »

Nouvel Observateur juin 2005

André Cicolella invité de nouvelobs.comAndré Cicolella invité de nouvelobs.com
André Cicolella invité de nouvelobs.com

§Le Quotidien du médecin juin 2005
Des citoyens vigilants

Le Canard enchaîné 8/6/2005
Alerte sur les lanceurs d'alerte

Politis mai 2005
L'OGM-démocratie
Chronique par Jacques Testart

Libération 7/3/2005
Loi d'orientation et programmation de la recherche : La société civile oubliée ?
par Christophe Bonneuil, secrétaire de la Fondation Sciences Citoyennes, Jean-Paul Gaudillière et Jacques Testart, vice-présidents de la Fondation Sciences Citoyennes, Jérôme Martin, président d'Act up-Paris, Yannick Jadot, Directeur des campagnes de Greenpeace France, Gus Massiah, vice-président d' ATTAC, Christian Saout, président d'Aides

Le Monde diplomatique février 2005
L'expérience prometteuse des conférences de citoyens
Par Jacques TESTART, directeur de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm)

38, rue Saint-Sabin-75011 Paris - tél. : 01 43 14 73 64 - fax : 01 43 14 75 99

mail : fsc@sciencescitoyennes.org - http://sciencescitoyennes.org

CHRONIQUE DES ACTIVITÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2005

Janvier

- 15.01 : AG de FSC
- 22.01 : Clôture du débat « Santé Environnementale » sur Internet
- 26-31.01 : participation au Forum Social Mondial avec deux séminaires :
  - « A la pratique néolibérale de la marchandisation de la science : quelles conséquences, quelles réponses ? »
  - « A la pratique néolibérale de la marchandisation de la science : quelles résistances ? »

  Coorganisé avec HOLOS, Porto Alegre, Brésil

Février

- 03-05.02 : Conférence internationale du réseau des boutiques de sciences « Advancing science and society interactions – second living knowledge conference », Séville, Espagne, FSC est co-organisatrice, un atelier sur « Recherche et ONG »
- 18.02 : Communiqué de presse avec SLR, l'intersyndicale et un regroupement d'associations sur la LOPRI
- fin février : Rédaction des conclusions du débat santé environnementale (sur le site Internet du débat: debatse.org)

Mars

- début mars : parution de notre gazette « Sciences ouvertes – bulletin de la FSC »
- 07.03 : Audition par l'unité prospective de l'INRA notamment sur le thème des nanotechonologies et le lien science et société
- 07.03 : Rebonds dans Libération « Loi d'orientation et de programmation de la recherche – la société civile oubliée? »
- 07.03 : Communiqué de presse interassociatif sur la LOPRI
- 09.03 : Conférence de presse sur la LOPRI, participation à la manifestation des chercheurs
- 09-11.03 : Participation au Forum « Science in society », organisé par la Commission Européenne, intervention dans l'atelier « Science and civil society – an enhanced role for NGOs? »
- 14.03 : Lancement de la pétition du European Science Social Forum concernant le 7ème PCRD

Avril

- 01.04 : Participation à la rencontre organisée par Vecam, « Le développement face aux biens communs de l'information et a la propriété intellectuelle. »
- 07.04 : Conférence de presse avec « Agir pour l'environnement » sur le PNSE
- 07.04 : Lancement - Campagne "Notre santé, c'est notre environnement" (FSC est partenaire)
- début avril : Envoi de la pétition sur le 7ePCRD à 200 membres du parlement européen
- 16-17.04 : Week-end stratégique de FSC
- 19.04 : participation aux « Rencontres franciliennes de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation » organisées par le Conseil Régional d'Île-de-France

Mai

- mai-juin : participation au groupe de travail chargé par la métro de Grenoble de faire un diagnostic du dossier nanotechnologies dans l'agglomération grenobloise, une présentation d'un état de l'art des connaissances et expériences en matière de démocratie technique et des recommandations sur la mise en œuvre d'un dispositif de débats citoyens sur les choix scientifiques et techniques.
- Mai-... : étude pour Greenpeace : « Science, expertise and democracy to the GM test ».
- 18.05 : Débat : « Santé et environnement : quelles expertises, quelles alertes ? » organisé par la Cité Universitaire et Vivagora
- 18.05 : Parution du livre « Alertes santé » - André Cicolella et Dorothée Benoit Browaeys
- 25.05 : Participation aux « Assises nationale du développement durable » à Toulouse

Juin

- début juin : participation à une rencontre organisée par la FPH en Chine : « Gouvernances des sciences et des techniques en Chine »
- 09.06 : Participation à une rencontre organisée par la Commission Européenne pour discuter du rôle des associations dans l'élaboration du 7ème PCRD, des Possibilités pour les associations de participer aux programmes du 7ème PCRD et des mesures à prendre pour faciliter cette participation.
- 16-17.06 : Participation au forum « Science et démocratie » à Grenoble

Juillet

- 01.07. : Animation de la table ronde « Science et société » lors de la Journée de la CST et du Forum des associations organisés par le Conseil Régional Ile-de-France
- 12.07. : Intervention dans la rencontre "Technologies of Control" organisée par le UK Food Group

Septembre

- 19.09. Communiqué de la Fondation Sciences Citoyennes sur l'Agence de l'Innovation Industrielle: L'AII, un outil pour institutionnaliser les erreurs passées.

Octobre

- 11.-16.10. Les sciences en bobines – Festival du film scientifique critique
- 11.10. Communiqué de presse sur la Loi d'Orientation et de Programmation de la Recherche « La LOPR : peu pour les chercheurs, tout pour le marché, rien pour la société »
- 11.10. Rapport pour la Métro: Démocratie locale et maîtrise sociale des nanotechnologies - Les publics grenoblois peuvent-ils participer aux choix scientifiques et techniques ?

Novembre

- 19.11. Intervention au Forum « Sciences et défis du XXIè siècle » organisé par Sapience: Les défis de la bioéthique
- 30.11. Intervention à Nancy aux journées Hubert Curien.

Décembre

- 03.12. Savoirs libres et production de bien communs en réseau *« Rencontre entre acteurs des semences paysannes et acteurs de projets coopératifs numériques libres »* organisée par FSC, avec Réseau Semences Paysannes, Wikipedia, April et d'autres
- 07.12. Intervention dans la journée d'étude « Einstein et les philosophes » organisée par l'Espace Culture de l'Université technologique de Lille 1
- 10.12. Intervention au Forum « Sciences et défis du XXIè siècle » organisé par Sapience : Les défis d'une recherche citoyenne
- 13.12. Intervention à l'Assemblée Générale extraordinaire de l'European Public Health Association (EPHA), Bruxelles, Belgique
- 14.12. rencontre avec Marie-Christine Blandin, sénatrice verte, autour des amendements à faire à la LOPR.